

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 mars 2021

PROPOSITION DE LOI

complétant la loi
du 5 août 1992
sur la fonction de police
en vue de présenter au public
les objets retrouvés et saisis

AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION
DES DONNÉES
N° 31/2021 DU 18 MARS 2021

Voir:

Doc 55 **0781/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mmes *Kitir* et Depraetere.

002: Avis de l'Organe de Contrôle de l'Information policière.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 maart 2021

WETSVOORSTEL

tot aanvulling van de wet
van 5 augustus 1992 op het politieambt
teneinde teruggevonden en in beslag genomen
voorwerpen kenbaar te maken
aan het publiek

ADVIES VAN DE
GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT
NR. 31/2021 VAN 18 MAART 2021

Zie:

Doc 55 **0781/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de dames *Kitir* en Depraetere.

002: Advies van het controleorgaan op de politieke informatie.

04305

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 31/2021 du 18 mars 2021

Objet: Demande d'avis concernant une proposition de loi complétant la loi sur la fonction de police en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis (CO-A-2021-023)

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis de Madame Eliane Tillieux, Présidente de la Chambre des représentants, reçue le 2 février 2021;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 18 mars 2021, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. La Présidente de la Chambre des représentants, Madame Eliane Tillieux (ci-après « la demanderesse ») a sollicité, le 2 février 2021, l'avis de l'Autorité concernant une proposition de loi complétant la loi sur la fonction de police (ci-après « LFP ») en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis (ci-après « la proposition »).
2. La proposition déposée le 21 novembre 2019 à la Chambre reprend le texte des propositions 52-620, 53-970 et 54-849¹ en vue d'insérer un article 44/2bis, libellé comme suit, dans la LFP :

« La police fédérale organise une banque de données contenant des photos numériques de biens soupçonnés d'avoir été volés ou recelés et dont les autorités judiciaires compétentes ne connaissent pas le propriétaire légitime.

Un bien n'est enregistré dans la banque de données que moyennant l'accord des autorités judiciaires compétentes.

La banque de données est accessible au public par internet. La police locale donne accès à la banque de données aux personnes qui en font la demande.

Le Roi arrête le contenu et les modalités d'accès de la banque de données ».

3. Les développements font quant à eux référence au développement d'un site internet central « avec le concours de toutes les zones de police ». Ce site reprendrait les photographies des objets retrouvés et saisis afin de permettre aux victimes de vol de retrouver les objets qui leur ont été dérobés².

II. EXAMEN DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Compétence de l'Autorité

4. L'Autorité comprend que ce projet porte sur des traitements de données à caractère personnel relatives à des victimes (voire des auteurs) d'infractions, à des fins policières³.
5. Si cette interprétation est exacte, c'est l'Organe de contrôle de l'information (ci-après «COC») qui est l'autorité de contrôle compétente⁴ pour analyser la conformité de cette proposition avec les principes fondamentaux de la protection des données. Le COC a donc été saisi pour avis.

¹ Doc. parl. Ch., 55-781/001, 19 novembre 2019, session 2019-2020, p. 3

² *Ibidem*

³ Création d'une banque de données policière "gérée"

⁴ En vertu de l'article 4, paragraphe 2, alinéa 4, de la LCA, et des articles 71 et 236, paragraphe 2, de la LTD.

6. L'Autorité souhaite toutefois être reconsultée si, en raison du caractère particulièrement sommaire de la proposition, son interprétation s'avérerait incorrecte ou si des arrêtés royaux d'exécution encadrant des traitements réalisés par d'autres autorités étaient adoptés. En effet, un texte d'une concision aussi extrême est susceptible d'occulter le rôle que des acteurs non policiers pourraient être amenés à jouer⁵. Or, la délimitation du cadre de vérification (RGPD ou Titre II de la LTD⁶) qui s'applique à chaque traitement, dépend de la détermination précise du rôle des différents acteurs dans la proposition et l'Autorité est l'autorité de contrôle compétente lorsqu'aucune autre loi n'en dispose autrement⁷.

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité

- **se déclare incompétente pour connaître de la proposition au profit du COC, mais insiste sur la nécessité d'être reconsultée si l'intention du législateur devait impliquer des traitements de données relevant de sa compétence ou si des arrêtés royaux d'exécution venaient à consacrer de tels traitements ;**
- **attire l'attention de la demanderesse quant à l'importance de la détermination précise du rôle des différents acteurs dans la proposition.**



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances



⁵ Il n'est ainsi pas possible d'exclure à 100% que l'intention du législateur soit de faire de la police fédérale un sous-traitant pour des traitements dont la Justice ou le Parquet (par exemple) sont responsables.

⁶ "Art. 27. Le présent titre s'applique aux traitements de données à caractère personnel effectués par les autorités compétentes aux fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces."

L'article 26, 7^e énonce ce que l'on entend par "autorités compétentes" :

a) les services de police ;
b) les autorités judiciaires, entendues comme les cours et tribunaux du droit commun et le ministère public;
(...)

⁷ Article 4, § 2, alinéa 2 de la LCA



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 31/2021 van 18 maart 2021

Betreft: Adviesaanvraag betreffende een wetsvoorstel tot aanvulling van de wet op het politieambt teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek (CO-A-2021-023)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, ontvangen op 2 februari 2021;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 18 maart 2021 het volgende advies uit:

I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Op 2 februari 2021 verzocht de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, mevrouw Eliane Tillieux (hierna "de aanvrager") de Gegevensbeschermingsautoriteit een advies uit te brengen over een wetsvoorstel tot aanvulling van de wet op het politieambt (hierna "WPA") teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek (hierna "het voorstel").
2. Het voorstel dat werd ingediend op 21 november 2019 bij de Kamer herneemt de tekst van de voorstellen 53-620, 53-970 en 54-849¹ met het oog op het invoegen van een artikel 44/2bis, in de WPA luidend als volgt:

« De federale politie richt een databank in met digitale foto's van goederen waarvan wordt vermoed dat ze gestolen of geheeld zijn en waarvan de bevoegde gerechtelijke overheden de wettige eigenaar niet kennen.

Een goed wordt pas na instemming van de bevoegde gerechtelijke overheid in de databank opgenomen.

De databank is publiek toegankelijk via internet. De lokale politie verleent toegang tot de databank aan wie daarom verzoekt.

De Koning bepaalt de nadere inhoud en de toegankelijkheid van de databank ».

3. De plannen hebben betrekking op de ontwikkeling van een centrale website toegankelijk "via elke politiezone". Deze website zou foto's bevatten van teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen, zodat slachtoffers van diefstal de voorwerpen kunnen terugvinden die van hen gestolen zijn².

II. ONDERZOEK VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Bevoegdheid van de Autoriteit

4. De Autoriteit begrijpt dat dit ontwerp betrekking heeft op de verwerking van persoonsgegevens in verband met slachtoffers (of zelfs daders) van misdrijven voor politiedoeleinden³.
5. Indien deze interpretatie juist is, is de bevoegde toezichthoudende autoriteit voor de analyse van de overeenstemming van dit voorstel met de basisbeginselen van gegevensbescherming het

¹ Parl. doc. K. 55-781/001, 19 november 2019, zittingsperiode 2019-2020, blz. 5

² *Ibidem*

³ Oprichting van een "beheerde" politiedatabank.

Advies 31/2021 - 3/3

Controleorgaan op de politionele informatie, hierna "COC".⁴ Bijgevolg werd het COC om advies gevraagd.

6. De Autoriteit wenst evenwel opnieuw te worden geraadpleegd indien, wegens het bijzonder summiere karakter van het voorstel, haar interpretatie onjuist blijkt te zijn of indien koninklijke besluiten werden aangenomen die verwerkingen door andere autoriteiten regelen. Een dergelijke beknopte tekst kan immers de rol die niet-politionele actoren kunnen spelen, verdoezelen⁵. De afbakening van het toetsingskader (AVG of titel II van de WVG⁶) dat op elke verwerking van toepassing is, hangt echter af van de precieze bepaling van de rol van de verschillende actoren in het voorstel en de Autoriteit is de bevoegde toezichthoudende autoriteit voor zover geen andere wet anders bepaalt⁷.

OM DIE REDENEN,

de Autoriteit

- **verklaart zich onbevoegd om kennis te nemen van het voorstel ten voordele van het COC, maar dringt erop aan dat zij opnieuw wordt geraadpleegd indien de wetgevingsintentie de gegevensverwerking onder haar bevoegdheid zou brengen of indien koninklijke uitvoeringsbesluiten een dergelijke verwerking zouden verankeren ;**
- **vestigt de aandacht van de aanvrager op het belang van een nauwkeurige omschrijving van de rol van de verschillende actoren in het voorstel.**



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum



⁴ Krachtens artikel 4, paragraaf 2, lid 4 van de WOG en de artikelen 71 en 236, paragraaf 2 van de WVG.

⁵ Het is dus niet 100% uit te sluiten dat het de bedoeling van de wetgever is om van de federale politie een verwerker te maken voor verwerkingen waarvoor (bijvoorbeeld) Justitie of het Openbaar Ministerie verantwoordelijk zijn.

⁶ "Art. 27. Deze titel is van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens door de bevoegde overheden met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing of de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, met inbegrip van de bescherming tegen en de voorkoming van gevaren voor de openbare veiligheid."

Artikel 26, 7° bepaalt wat verstaan wordt onder "bevoegde overheden" :

a) de politiediensten;

b) de gerechtelijke overheden, te verstaan als de gemeenrechtelijke hoven en rechtbanken en het openbaar ministerie;

(...)

⁷ Artikel 4, §2, 2de lid van de WOG.